



Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères 37, Quai d'Orsay, 75007 Paris

Objet : Situation au Moyen-Orient et droits du peuple kurde

À l'attention de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la République française.

Monsieur le Ministre,

Nous souhaitons tout d'abord exprimer nos sincères remerciements à la Cinquième République française, à son gouvernement et à son peuple, pour leur engagement constant en faveur du peuple syrien. Nous saluons les efforts déployés pour lui apporter aide et assistance dans cette période de crise, notamment à travers la coalition internationale de lutte contre Daech et les autres forces extrémistes, ainsi que le soutien apporté aux Forces démocratiques syriennes et aux droits du peuple kurde.

Depuis plus d'un an, le Moyen-Orient connaît des bouleversements majeurs et Dramatiques : la guerre de Gaza, l'assassinat d'Isma'il Haniyah, chef du bureau politique du 'Hamas, l'incursion des forces israéliennes au Liban, l'assassinat de 'Hassan Nasr-Allah, chef du 'Heuzb-Allah, les frappes aériennes échangées entre Israël et l'Iran d'une part, et entre Israël et les 'Houthis au Yémen d'autre part, ainsi que la fuite du président syrien Bachar al-Assad vers la Russie. Ces événements ont profondément transformé la carte politique de la région et redessiné les équilibres stratégiques. Ils pourraient à terme engendrer des changements géographiques. Dans ce contexte, nous suivons avec une grande attention la Conférence de Paris et espérons que la question kurde et les droits du peuple kurde seront pleinement pris en compte dans vos discussions.

Depuis quatorze ans, le peuple kurde milite pour l'unité et la solidarité entre tous les Syriens, en vue de bâtir une Syrie démocratique, pluraliste et décentralisée, où aucun groupe ne serait exclu ou marginalisé. Nous défendons un projet patriotique permettant de résoudre l'ensemble des questions en suspens, en premier lieu la question kurde, par le dialogue et non par la guerre et la militarisation.

Toutefois, cette vision s'est heurtée à l'opposition de certaines factions nationalistes chauvins syriennes ainsi que de plusieurs États voisins, notamment à l'État turc, qui ont exploité la situation en Syrie, au mépris des accords internationaux et des relations de bon voisinage. Les forces turques, accompagnées de groupes armés syriens, sous prétexte de protéger leur sécurité nationale, ont occupé plusieurs zones kurdes (Tchayé Kurménj- « la région d'Afrine », Serêkaniyê, Girê Spî) où elle a perpétré de graves violations des droits humains : assassinats, déplacements forcés, pillages, destructions de maisons et de récoltes. Ces actions s'inscrivent dans une volonté de modification démographique visant à effacer toute présence kurde, non seulement en Syrie, mais aussi à l'échelle régionale et internationale. Depuis deux mois maintenant, des groupes armés, avec le soutien aérien des forces turques, lancent une violente attaque contre le barrage de Tichrine, le pont de Qarqozaq et les villages de la campagne de Kobané, qui a fait des centaines de morts et plusieurs fois plus de blessés, ce qui nécessite que la conférence fasse pression pour mettre fin à cette agression flagrante. causant la mort de centaines de personnes et faisant des milliers de blessés. Il est impératif que la Conférence de Paris prenne des mesures de pression pour mettre un terme à cette agression inacceptable.

Nous appelons la Turquie à mettre fin à son occupation des villes syriennes, à retourner aux frontières internationalement reconnues et à garantir le retour sûr et volontaire des populations



déplacées. De même, nous exhortons le gouvernement intérimaire syrien à assumer ses responsabilités en matière de protection des citoyens.

Nous comptons sur la Conférence pour exercer des pressions sur la Turquie afin qu'elle cesse toute ingérence dans les affaires syriennes et respecte les principes du bon voisinage.

Avec la fin du régime baathiste, qui a commis de nombreuses exactions à l'encontre des différentes composantes du peuple syrien, nous appelons le gouvernement de transition à l'organisation d'une conférence nationale inclusive fondée sur le dialogue, et non sur la guerre, l'exclusion et la marginalisation. Il est essentiel d'éradiquer le sentiment d'aliénation qui pèse sur les Syriens, de raviver l'esprit de patriotisme et de promouvoir la paix civile et la coexistence.

Dans l'attente, nous apprécions hautement les positions de la République française et son rôle pivot dans la promotion des valeurs de démocratie et des droits de l'homme en Syrie.

Le 12 février 2025

Le Comité central du Parti démocratique progressiste kurde en Syrie

La Direction du Parti de l'unité démocratique kurde en Syrie (Yekîî)

Copie à :

Monsieur Le Président de la République Française

Monsieur Le parlementaire Thierry MARIANI

Madame La Députée Danielle SIMONNET

Monsieur Joseph Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.